

## **BARBIE CHEZ LES BARBUS**

## **CENSURE A NOISY-LE-SEC**

*Le 8 août dernier, la municipalité de Noisy-le-Sec avait prévu d'organiser dans un quartier prioritaire de la ville, la projection en plein air et sur écran géant du film Barbie. Tout s'annonçait sous les meilleurs auspices. Choisi par les habitants eux-mêmes, ce film grand public de 2023 a été vu par des millions de spectateurs dans le monde. Sous des dehors primesautiers et dans des couleurs « girly », le film se veut une satire drolatique de la domination masculine.*

Succès mondial, pas tout à fait, puisque le Koweït interdit le film parce qu'il va à l'encontre « des valeurs de la foi et de la morale », que le Liban lui emboîte le pas sous-prétexte qu'il promouvrait « l'homosexualité et la transformation sexuelle » et que l'Algérie l'interdit le déclarant « contraire aux valeurs de la société algérienne » .

Sans doute, n'en fallait-il pas plus pour qu'une cohorte de censeurs islamistes locaux, forts de cette onction, menacent la municipalité et exigent l'annulation de la projection. Une police des mœurs qui ne dit pas son nom et à laquelle le maire PCF, Olivier Sarrabeyrouse, a hélas cédé. En effet, dans un communiqué où la confusion le dispute à la tartufferie, le tout assaisonné à la sauce de l'écriture inclusive quitte à lasser le lecteur le mieux disposé, le maire annonce la déprogrammation du film. Il déplore « qu'un petit groupe du quartier » ait menacé de violences les agents publics avançant « des arguments fallacieux, traduisant l'obscurantisme et le fondamentalisme instrumentalisés à des fins politiques » .

Devant l'émoi suscité par ce coup de force et cette reculade, après la plainte déposée par la ministre de la culture, Rachida Dati et après que le préfet de police de Paris, Laurent Nuñez, eut annoncé sur X qu'il allait saisir la justice, le maire a finalement porté plainte contre X pour « menace, violence ou acte d'intimidation » .

Des individus incriminés, nous n'en saurons pas plus, d'autant que lors d'une conférence de presse, le maire affirme condamner « avec encore plus de fermeté la récupération politicienne [...] et la haine raciste islamophobe [déversée] par la droite et l'extrême droite » .

S'il ne s'agissait d'une affaire mettant en cause la crédibilité de nos institutions laïques et les « fondements de notre République » selon les termes de Laurent Nuñez, nous pourrions qualifier de loufoque cette inversion des faits. La proximité des élections municipales ne justifie aucune pusillanimité et accommodement avec les libertés de conscience et d'expression.

Unité laïque, dénonce avec vigueur toute tentative d'imposer par la violence, l'intimidation, une vision islamiste, religieuse, étriquée et obscurantiste de toute initiative culturelle et populaire qui déplaît aux barbus rétrogrades.

*Unité Laïque est une association qui a pour objet la défense, la promotion et le développement de la laïcité et des principes républicains en France, dans l'Union européenne et dans les instances internationales et supranationales. Elle attache une importance particulière au maintien et au respect de la laïcité dans les institutions de l'État et dans les collectivités territoriales. Elle œuvre à l'unité des laïques.*